

PARADIS FISCAUX = ÉVASION FISCALE

Pourquoi s'installer dans les Paradis Fiscaux ?



ILS OFFRENT :

- ★ Le secret des transactions (dont le blanchiment d'argent sale).
- ★ La protection contre toute enquête de la part des gouvernements étrangers.
- ★ La possibilité d'échapper à toute forme : de régulation et surtout de TAXATION.

Autrement dit en l'absence de règles, de sanctions, d'impôt : la pire des cupidités sévit.
C'est pourquoi la moitié des activités financières internationales transite par les Paradis Fiscaux.
80 % des Hedges Funds sont dans les paradis fiscaux



UN PYROMANE
TRANSFORMÉ
EN POMPIER !

Grand merci à Monsieur Gordon BROWN, 1er Ministre et ancien Ministre des Finances de sa majesté britannique ces dix dernières années de venir nous donner des solutions à la Crise alors que la majorité des fonds des Paradis Fiscaux sont gérées à partir de la « City » à Londres.

Ces Paradis Fiscaux exercent une pression à la baisse sur les taux d'imposition des sociétés, des actionnaires et des plus riches, ce qui oblige à diminuer les prestations sociales et publiques.

EXIGEONS l'INTERDICTION DE TOUTE TRANSACTION AVEC LES PARADIS FISCAUX.

PARADIS FISCAL



FRAUDE FISCALE

(50 milliards)



DEFICIT BUDGETAIRE

(50 milliards)

“ Nous n'aurions plus de déficit budgétaire si nous supprimions toute relation avec les Paradis Fiscaux. ”

Reconstruire un système de contrôle et une contribution équitable à l'impôt :

Face à l'agissement des banques qui se sont fourvoyées dans des spéculations folles et suicidaires et qui ont propagé sur la planète, ces produits toxiques, il faut mettre en place une régulation implacable avec la même vigueur que les agences de sécurité alimentaire le font lors de la mise en place de nouveaux produits.

Nos gouvernements n'ont plus le choix, ils doivent interdire à nos banquiers toute relation avec les Paradis Fiscaux et n'autoriser d'opération qu'avec les intermédiaires financiers qui obéissent à la réglementation bancaire.

LES MÊMES RÈGLES POUR TOUS DANS UNE TRANSPARENCE INTÉGRALE.

Faire payer des impôts aux principaux bénéficiaires de l'évasion fiscale permettrait de supprimer le déficit de l'Etat

EXIGEONS LE RETOUR A UNE IMPOSITION PROPORTIONNEE AUX POSSIBILITES DE CHACUN.



ATTAC*
Paris Centre

L'INVENTION DU DIABLE

L'invention du Diable

Pour maintenir à tout prix la consommation les courtiers américains ont imaginé de prêter à tout va à des ménages insolubles. Puis pour contourner les règles, les banques d'investissements ont transformé ces mauvais crédits en titres financiers permettant ainsi le transfert du risque vers d'autres. Ensuite elles ont dilué ce risque en les incorporant à une quantité bien plus importante d'autres titres entraînant ainsi la contamination de l'ensemble de la planète.

QUI CONTRÔLE CES INVENTIONS
DIABOLIQUES? PERSONNE !

OÙ SONT PASSÉS L'AMF, LA BCE ??

* (autorité des marchés financiers)

Pourquoi les fonds spéculatifs existent-ils ?

> Les fonds spéculatifs (Hedge Funds), mais aussi les agences de notation, les assurances et les banques d'investissement ne relèvent pas de la réglementation bancaire.

> C'est parce qu'ils opèrent avec une liberté absolue et dans une remarquable opacité qu'aujourd'hui les investisseurs institutionnels (votre banque, votre compagnie d'assurances, les fonds de pension) et les riches particuliers ont recours aux Hedge Funds. 10 000 fonds gèrent 6 000 milliards de \$.

> Ils représentent 40 à 50 % des transactions des bourses de New York et de Londres d'où ils sont gérés mais ils sont installés pour leur grande majorité dans les paradis fiscaux.

> Par des prises de risques extrêmes et un recours immodéré au crédit, ils font monter les enchères sans acheter eux mêmes et provoquent ainsi des bulles spéculatives.

> Ils ont ainsi fait monter le prix des denrées alimentaires, blé, riz, provoquant les émeutes de la faim.

> Ils ont spéculé à la baisse et poussé à la faillite d'entreprises.

> Enfin, lorsque tout va mal ce sont eux qui provoquent les réactions en chaîne (risques systémiques) : crise financière, crise économique, crise sociale.

ABSENCE DE REGULATION



DECLENCHEMENT
DE CRISES SUR CRISES



(*) ATTAC : Association pour la Taxation des Transactions financières et Aide au Citoyen